



Informations du Guatemala

2ème année - N° 62

Du 2 au 8 mars 1984

POLITIQUE

- Une dangereuse intensification du processus d'intervention, selon l'U.R.N.G.
- Opposition aux plans de REAGAN au congrès des Etats Unis.
- Reactions.
- Nous ne participerons pas aux manoeuvres conjointes, déclare MEJIA.
- L'armée participera aux dépouillements électoraux.
- Encore des hommes politiques assassinés ou enlevés.

ECONOMIE

- Le déficit commercial et la fuite des devises, causes de la crise.
- Des crédits de 190 millions de dollars en 1983.
- La banque nationale du logement sera fermée.
- Les Etats Unis appuient le Guatemala dans le non paiement de sa dette.

CONTRE-INSURRECTION

- Un nouveau "village modèle".
- Les opérations de fouille et de contrôle augmentent.

INSURRECTION

- Deux affrontements dans le Quiche, selon l'E.G.P.
- Une embuscade contre un convoi militaire dans le sud-est.
- ORPA : occupations et combats à San Marcos.
- L'attaque d'une installation de la police dans l'est.

DROITS DE L'HOMME

- "Un véritable génocide".
- Le département d'état déforme l'information, dénonce le COHA.
- Presque 200 victimes en 15 jours.
- La C.D.H.G. dénonce l'escalade de la terreur gouvernementale.
- Des syndicalistes sont contraints à la clandestinité.
- La centrale syndicale dénonce des disparitions.
- Protestations après l'enlèvement d'un ingénieur.

POLITIQUE

UNE DANGEREUSE INTENSIFICATION DU PROCESSUS D'INTERVENTION, SELON L'U.R.N.G.

L'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (U.R.N.G.) a condamné le 5 mars l'installation par la C.I.A. de mines dans les ports nicaraguayens, acte qui viole le droit international et "peut provoquer des incidents de caractère extrarégional, comme l'avarie survenue au dragueur de mines portant pavillon hollandais, le GEOPOTES VI.

L'U.R.N.G. signale que cette action, qu'elle définit comme un geste terroriste et une agression "contre toute la patrie centroaméricaine", constitue de la part de l'administration Reagan un pas de plus pour internationaliser la crise et favoriser ses plans interventionnistes en Amérique centrale. "Nous ne voulons pas de la généralisation du conflit armé en Amérique centrale car elle accroîtrait le prix social de notre libération", déclare l'U.R.N.G., mais "dans la mesure où le gouvernement des Etats Unis nous conduit à cette situation, l'Amérique centrale se transformera en un champs de bataille unique".

"Si ces actes de guerre continuent, prévient le document, le mouvement révolutionnaire guatémaltèque décidera de la nécessité de réaliser des opérations de représailles contre ceux qui réalisent et soutiennent cette politique interventionniste", ceci en "acte de légitime défense".

OPPOSITION AUX PLANS DE REAGAN AU CONGRES DES ETATS UNIS

Le sous-comité de l'hémisphère occidental, faisant partie de la commission des affaires étrangères de la chambre des représentants des Etats Unis, a rejeté le premier mars la demande du président REAGAN d'octroyer une aide militaire supplémentaire immédiate au Salvador, a exigé le retrait des troupes nord-américaines du Honduras et a voté l'interdiction des ventes d'armes au Guatemala et au Chili.

Le sous-comité a rejeté par ailleurs la proposition de la commission Kissinger d'octroyer 8,5 milliards de dollars d'aide militaire et économique à l'Amérique centrale, et a proposé à la place la création d'un "fond de 500 millions de dollars pour la reconstruction et le développement de l'Amérique centrale", lequel fonctionnera seulement lorsque les nations de la région auront conclu un accord de paix.

Pour prendre valeur de loi, les décisions du sous-comité devront être sanctionnées par la commission des affaires étrangères et la chambre au complet.

REACTIONS

Le sénat nord-américain veut établir "un régime communiste au Guatemala", a assuré le Mouvement de Libération Nationale (M.L.N.), d'extrême droite, après la décision du sous-comité de l'hémisphère occidental de couper l'aide militaire au Guatemala.

"L'armée ne s'inquiète pas de la décision du sous-comité du sénat nord-américain de ne pas aider militairement le Guatemala", a affirmé pour sa part le porte-parole officiel de l'armée, le lieutenant-colonel Edgar DJALMA DOMINGUEZ.

NOUS NE PARTICIPERONS PAS AUX MANOEUVRES CONJOINTES, DECLARE MEJIA

Le chef de l'état, le général Oscar MEJIA VICTORES, a déclaré le 6 mars qu'une invasion militaire du Nicaragua n'apporterait pas de solution aux problèmes de l'Amérique centrale, et il a insisté sur le fait que l'armée guatémaltèque est structurée pour faire face aux problèmes d'ordre interne et non pour intervenir à l'étranger.

MEJIA VICTORES a indiqué que les forces armées guatémaltèques n'avaient reçu à ce jour aucune invitation à participer aux exercices militaires régionaux patronnés et commandés par l'armée des Etats Unis.

Les positions de MEJIA VICTORES à propos du Nicaragua ont évoluées en fonction des confrontations internes au régime et des pressions de Washington.

L'ARMEE PARTICIPERA AUX DEPOUILLEMENTS ELECTORAUX

Malgré l'opposition des groupes politiques, le président du tribunal suprême électoral, Arturo HERBRUGER, a insisté le 3 mars sur l'importance de la participation de l'armée aux scrutins et aux dépouillements des votes aux élections pour l'assemblée nationale constituante qui doivent avoir lieu au mois de juillet prochain.

ENCORE DES HOMMES POLITIQUES ASSASSINES OU ENLEVES

Gustavo INTERIANO GOMEZ, secrétaire du Parti Révolutionnaire (P.R., conservateur) dans le village de San Juan Tecuaco, dans le département de Jutiapa, est du pays, a été retrouvé assassiné le 6 mars, après avoir été enlevé deux jours auparavant. Le Parti Révolutionnaire a également informé que deux instituteurs, dont l'un est également responsable de ce parti, ont été récemment enlevés dans la commune de San Jose Poaquil.

Napoleon ALFARO, secrétaire général du P.R., a affirmé que le climat n'est pas aux élections mais à la terreur.

ECONOMIE

LE DEFICIT COMMERCIAL ET LA FUITE DES DEVICES, CAUSES DE LA CRISE

"Nous avons perdu les devises, le capital de travail et les réserves que détenait le pays et qui étaient utilisées pour l'importation de matières premières", a déclaré le 4 mars à Mexico le ministre de l'économie, Leonel HERNANDEZ CARDONA, qui a assisté à la réunion du comité d'aide au développement économique et social d'Amérique centrale.

HERNANDEZ CARDONA a indiqué que le déficit commercial du Guatemala a été supérieur à cent millions de dollars au cours de ces dernières années, et que de cette crise et de la fuite des capitaux a découlé une raréfaction des devises qui a bloqué les secteurs productifs et fait croître le chômage.

Selon le ministre, il existe en Amérique centrale environ deux mille entreprises étrangères dont 60% sont à capitaux nord-américains.

DES CREDITS DE 190 MILLIONS DE DOLLARS EN 1983

Le Guatemala a reçu 190 millions de dollars de crédits de l'extérieur en 1983 à travers onze accords signés entre le gouvernement et des organismes internationaux de crédits, a informé le 3 mars le ministère des finances publiques.

Le principal organisme à accorder des crédits a été la Banque Interaméricaine de Développement (B.I.D.) qui a octroyé un total de 123 millions de dollars suivie par l'Agence Internationale pour le Développement (A.I.D.) avec 22,5 millions de dollars et la Banque Internationale de Reconstruction et d'aide, avec 18,5 millions, 26 millions étant octroyés par d'autres institutions.

Selon les sources officielles, les crédits ont été accordés pour divers projets de développement économique et social, mais les organismes humanitaires ont dénoncé le détournement de la majeure partie de ces fonds pour les campagnes contre l'insurrection que développe le gouvernement.

LA BANQUE NATIONALE DU LOGEMENT SERA FERMEE

La Banque Nationale du Logement (BANVI) sera prochainement fermée, en raison de ses échecs réitérés, a annoncé le 6 mars le général Oscar MEJIA VICTORES. La décision, a déclaré le chef de l'état, a été prise "en raison de l'échec total qu'a représenté la construction par la BANVI d'ensembles d'habitations occasionnant pour l'état des pertes de plusieurs millions.

Le Guatemala compte environ un million trois cent quarante mille familles, et le manque de logements se monte à plus de huit cent vingt mille unités.

LES ETATS UNIS APPUIENT LE GUATEMALA DANS LE NON PAIEMENT DE SA DETTE

Le gouvernement des Etats Unis "seconde" le gouvernement militaire guatémaltèque "dans des manoeuvres pour ne pas payer une partie de sa dette extérieure", a déclaré le 3 mars un câble de l'agence ANSA.

Selon ANSA, qui a affirmé posséder des documents le prouvant, l'administration Reagan fait obstacle à une banque française qui tente de garantir un paiement à travers les dépôts de la Banque (Centrale) du Guatemala à la Banque de Réserve Fédérale de New York.

ANSA soutient que, contrairement à la pratique normale, les banques nord-américaines s'opposent à la demande de mise sous séquestre préventive des dépôts de la Banque du Guatemala que la banque française a faite pour couvrir la dette de cinq millions de dollars contractée par la société pour le Développement des Autoroutes du Guatemala (D.A.G.), organisée par de hauts responsables militaires durant le gouvernement de LUCAS GARCIA, qui a géré des investissements de l'ordre de deux milliards de dollars pour construire des routes dans le pays. La compagnie fut dissoute plus tard, laissant au pays un déficit de plus de 80 millions de dollars.

CONTRE-INSURRECTION

UN NOUVEAU "VILLAGE MODELE"

Les villages modèles sont "la base fondamentale pour le développement du pays" a affirmé le 2 mars le général MEJIA VICTORES, durant sa visite aux travaux de préparation du nouveau village modèle de Tzalbal, dans le département de El Quiche, dans le nord-ouest du pays, qui abritera deux mille cinq cents personnes.

Les paysans guatémaltèques "n'ont pas de préventions", a assuré le chef de l'état, qui, se référant aux centaines d'enfants orphelins qui se trouvent dans cette localité, a déclaré : "les familles d'ici recueillent les enfants et les font leurs, car elles sont très paternelles".

Des organisations humanitaires internationales ont dénoncé ces villages comme étant des lieux où l'on concentre les survivants des massacres commis par l'armée elle-même.

LES OPERATIONS DE FOUILLE ET DE CONTROLE AUGMENTENT

A partir du premier mars, les opérations de fouilles et de contrôle s'intensifieront dans tout le pays, a déclaré à cette même date le colonel Mario RAMIREZ RUIZ, porte-parole de la police nationale.

Depuis janvier passé, date à laquelle se sont intensifiées dans tout le pays les opérations de fouille et de contrôle, plus de trois mille personnes ont été arrêtées "comme suspectes", au cours de rafles massives effectuées par les forces combinées de l'armée et de la police, d'après les données du service de presse de la police nationale.

INSURRECTION

DEUX AFFRONTEMENTS DANS LE QUICHE, SELON L'E.G.P.

L'Armée Guerrillera du Peuple (E.G.P.) a causé sept pertes parmi les troupes gouvernementales et a pris trois fusils gallil, une carabine M-1 et d'autre équipement militaire au cours d'une embuscade effectuée le 25 février dans la forêt de Ixcan, dans le département de El Quiche, nord-ouest du pays, a informé un communiqué de cette organisation.

Selon le bulletin, les troupes gouvernementales ont tenté d'empêcher le replis des insurgés en mobilisant une autre colonne d'infanterie avec qui a eu lieu un nouvel affrontement dans lequel l'armée a souffert deux nouvelles pertes. Une combattante de l'E.G.P. a été tuée dans l'affrontement.

UNE EMBUSCADE CONTRE UN CONVOI MILITAIRE DANS LE SUD-EST

Les insurgés ont tendu une embuscade à un convoi de l'armée dans le département de Santa Rosa, sud-est du pays, provoquant deux pertes et des dégâts considérables aux véhicules militaires, a informé un bulletin des relations publiques de l'armée publié le premier mars.

Dans cette région opère l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA), composante de l'Union Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (U.R.N.G.), qui jusqu'ici n'a pas fait connaître sa version de cette action.

ORPA : OCCUPATIONS ET COMBATS A SAN MARCOS

Des forces de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) ont occupé le 5 mars le chef lieu municipal de La Reforma, dans le département de San Marcos, à environ 250 kilomètres à l'ouest de la ville de Guatemala, dans lequel ils sont restés plus de quatre heures, a informé un porte-parole de l'armée.

Les rebelles ont plus tard soutenu des affrontements contre les troupes de l'armée du gouvernement qui avaient été envoyées pour les déloger du village. L'armée n'a pas donné d'informations sur les pertes.

Le même jour, d'autres unités de l'ORPA ont occupé pendant plusieurs heures les propriétés caféières de El Paraiso et de Nueva Esperanza dans la commune de Malacatan, également dans le département de San Marcos.

L'ATTAQUE D'UNE INSTALLATION DE LA POLICE DANS L'EST

Le poste de la police nationale de la commune de El Progreso, dans le département de Jutiapa, est du pays, a été attaqué le 5 mars par les rebelles.

Un communiqué officiel a indiqué que l'affrontement n'a fait aucune victime dans l'un et l'autre camp.

DROITS DE L'HOMME

"UN VERITABLE GENOCIDE"

Durant la session de réunion de la commission des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies, qui se tient actuellement à Genève, Suisse, des représentants de Pax Christi, Pax Romana, de la commission internationale des juristes et du conseil oecuménique des églises ont souligné le premier mars que les persécutions contre le peuple du Guatemala se multiplient à tel point que "l'on peut parler maintenant de véritable génocide".

LE DEPARTEMENT D'ETAT DEFORME L'INFORMATION, DENONCE LE COHA

La situation des droits de l'homme ne s'est pas améliorée en Amérique centrale durant 1983; le département d'état nord-américain "déforme certains faits afin d'appuyer ses alliés", a dénoncé le 3 mars le Conseil aux Affaires de l'Hémisphère (COHA) dans son rapport annuel, qui signale que les principaux violeurs des droits de l'homme sont les gouvernements du Salvador et du Guatemala en Amérique centrale, et ceux du Chili et de l'Uruguay, dans le cône sud.

Le rapport du département d'état, affirme, le COHA prétend défendre devant le congrès les intérêts des régimes alliés de l'administration Reagan, et il accuse le rapport du département d'état de "contenir des déformations et des manipulations statistiques, des renseignements sélectionnés, des surévaluations et un optimisme douteux à propos des droits de l'homme", surtout au Guatemala, au Salvador et au Honduras.

PRESQUE 200 VICTIMES EN 15 JOURS

D'après des informations de presse et des organismes de secours, au moins 189 personnes ont été victimes de la violence gouvernementale durant la seconde quinzaine de février.

Les informations signalent qu'entre le 16 et le 29 février, 38 personnes ont été assassinées, 113 enlevées-diparues, et 38 autres blessées, actes attribués aux forces de sécurité.

Parmi les personnes assassinées et enlevées, on a compté au moins cinq enfants et plusieurs personnes âgées; dans de nombreux cas, les informations n'indiquent ni le nom, ni le sexe, ni l'âge de victimes.

Dans certains assassinats et enlèvements massifs, qui ont eu lieu dans les régions du sud-ouest du pays, plus d'une centaine de soldats a participé en prenant d'assaut plusieurs villages.

LA C.D.H.G. DENONCE L'ESCALADE DE LA TERREUR GOUVERNEMENTALE

Dans les derniers 23 mois, environ 16 mille personnes ont été exécutées sommairement, cent mille se sont réfugiées hors du pays et environ un million ont été déplacées de leurs communautés en raison de "l'escalade de la terreur gouvernementale", a assuré la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala dans un communiqué en date du 5 mars dans lequel elle demande aux organisations humanitaires, religieuses et universitaires leur solidarité pour sauver la vie de Victor Hugo QUINTANILLA ORDONEZ, Alba Lidia SAMAYOA DE QUINTANILLA, Sergio LINARES et Alfredo AGUILAR TOC.

La C.D.H.G. lance une campagne mondiale pour supprimer la pratique des disparitions forcées dans le pays et pour sauver la vie des milliers de personnes séquestrées par les forces de sécurité.

En outre, la Fédération latino-américaine des parents de disparus (FEDEFAM) a affirmé à Paris que 90 mille personnes ont disparu en Amérique latine dont 35 mille sont guatémaltèques, et que les dossiers sur ces cas sont entre les mains de la commission des droits de l'homme de l'O.N.U..

DES SYNDICALISTES SONT CONTRAINTS A LA CLANDESTINITE

Le régime militaire guatémaltèque punit de mort ceux qui s'organisent syndicalement, a affirmé le 2 mars Manuel MESA, dirigeant syndical des travailleurs agricoles du Guatemala.

La situation actuelle au Guatemala, a ajouté MESA, est faite de danger, de souffrance, de tortures et d'assassinats, et le paysan ne peut participer à la lutte syndicale que clandestinement, comme l'ouvrier, en raison de la destruction dont ont été victimes les syndicats à partir de 1980.

Selon le dirigeant paysan, le régime militaire est aux abois, et il convoque des élections pour une assemblée nationale constituante afin de se dissimuler derrière une façade démocratique. Ces élections, a-t-il insisté, sont un écran derrière lequel les mêmes choses vont continuer : le chômage, la misère et la répression.

LA CENTRALE SYNDICALE DENONCE DES DISPARITIONS

La Confédération syndicale du Guatemala a déclaré le 6 mars que six dirigeants syndicaux ont été enlevés ces derniers jours et que quatre autres ont disparus "sans que l'on sache s'ils ont été arrêtés".

Adolfo CONTRERAS, secrétaire de cette organisation, a manifesté son inquiétude "non seulement pour la disparition des syndicalistes, mais aussi pour celles des étudiants, des professeurs, des paysans et des travailleurs qui ont été enlevés".

La C.S.G. a été créé par RIOS MONTT le premier mai 1983.

PROTESTATIONS APRES L'ENLEVEMENT D'UN INGENIEUR

La faculté des travaux publics de l'université nationale de San Carlos a protesté contre l'enlèvement de l'ingénieur et ex-professeur de l'université Sergio LINARES MORALES et a déclaré que la vague de violence que vit le pays "conduit à un retour lamentable aux précédents schémas d'anarchie qui ont détérioré et détériorent chaque jour plus l'image du pays face au citoyen et à l'opinion internationale".

La déclaration affirme que "la crédibilité de l'autorité et de la justice est chaque fois plus précaire et le citoyen se sent de moins en moins en sécurité".

Le conseil des ingénieurs s'est exprimé dans des termes voisins; tandis qu'à Paris, l'Association France-Amérique latine a déclaré que l'événement se place dans la série d'enlèvements, de disparitions et de massacres dont sont victimes les démocrates guatémaltèques.